

SOCIÉTÉ 08/09/2009 À 00H00

Effets secondaires pour les libertés

Un appel est lancé pour que la gestion de la pandémie de grippe A ne multiplie pas les mesures contraignantes.

Par ERIC FAVEREAU



Test d'un prélèvement du virus de la grippe H1N1 dans un laboratoire à Berlin. (REUTERS)

Débattre enfin des véritables enjeux que pose l'arrivée prochaine d'une pandémie de grippe A? Ils sont nombreux, de tout bord, prix Nobel comme médecins, associatifs comme politiques, à le demander. Comme si aujourd'hui, les vrais défis restaient largement cachés.

Voilà une maire qui décide, dans son petit coin, d'interdire baisers et accolades dans son bourg. Voilà un directeur de banque qui prévoit pour la bonne marche de son entreprise d'exiger la vaccination de ses salariés. Voilà, en toute opacité, des mesures dérogatoires aux libertés préparées pour les détenus (lire ci-contre). Et sur les questions médicales, un flou inquiétant persiste, par exemple sur le vaccin.

Sur le front de la pandémie grippale, la situation est paradoxale. Jamais on n'a autant disserté, mais jamais autant d'acteurs de la société n'ont été aussi inquiets de l'absence de débats démocratiques. Car cette pandémie - si elle arrive -, sortira bien vite du simple champ médical. Elle interrogera la société, soulevant des enjeux éthiques, bousculant nos repères sociaux. Sur tout cela, circulez, il n'y a rien à voir. Les pouvoirs publics se cantonnent dans un discours technique sur le lavage des mains.

Obsession. Avec le passage, en juin, au stade 5 du plan gouvernemental, toute la communication est désormais sous la responsabilité du seul ministre de l'Intérieur. Il faut assister à une conférence de presse de la cellule interministérielle pour voir combien les échanges sont absents. *«Ils sont obsédés par des questions d'ordre public. Que faire s'il y a des manif? comment sécuriser les endroits de stockage du traitement et des vaccins ?, alors que tout cela est marginal, lâche un bon expert. Ce qui est symptomatique dans cette République où tout est centralisé, c'est que le président n'a encore lancé aucune initiative. Il n'a ainsi toujours pas demandé à recevoir les partis politiques, ni les syndicats.»*

«On a essayé d'y travailler», raconte Emmanuel Hirsch (1), responsable de l'Espace éthique à l'Assistance publique. *«Il y a des enjeux éthiques et démocratiques qui se posent dans toute gestion d'une pandémie. Il ne faut pas passer à travers.»* De même, le professeur Jean-Philippe Derenne, ancien chef de service de pneumologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, évoque la situation des sans-abri et le tiers-monde et s'interroge : *«Je suis sidéré, on ne discute pas. Tout se passe dans des groupes d'experts. On ne mobilise personne.»*

«Sans débat». Jean-Marie Leguen, député socialiste spécialiste de ces questions, ne comprend pas l'attitude du gouvernement : *«La ministre de la Santé n'est toujours pas venue à la commission des Affaires sociales. Il y a des décisions qui risquent de mettre à mal nos libertés. Tout cela se fait sans débat, sans la moindre information aux parlementaires.»* Exemple: *«On a décrété que tous les professionnels de santé doivent se vacciner. Et si la moitié refuse, que fait-on?»*

Des ONG s'interrogent, des associatifs s'alarment. Et c'est ainsi que peu à peu doutes et questions prennent forme. Un texte s'élabore. *Libération* se charge de centraliser les signatures. En quelques jours, Médecins sans frontières, Martine Aubry, François Chérèque, des comités d'éthique, des prix Nobel, beaucoup le signent, tous pointant la même urgence. Celle d'*«un vrai débat citoyen»*. Et d'une gestion *«démocratique»* de cette crise.

(1) Auteur de «Pandémie grippale, l'ordre de mobilisation» (Cerf, 2009).

(2) Auteur, avec François Bricaire, de «La pandémie, la grande menace» (Fayard, 2009).